

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1404

[S - C - 98/29186]

**22 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 15 octobre 1997;

Vu l'accord du ministre du Budget donné le 15 octobre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Communauté française ayant le Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent arrêté, les dispositions du titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 sont applicables au service à gestion séparée du Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires.

Art. 2. Le fonctionnement du Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires est assuré par le personnel de l'Administration générale de l'Infrastructure - Service général de garantie des infrastructures scolaires subventionnées - du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Le budget

Art. 3. Un projet de budget de toutes les recettes et dépenses est établi annuellement.

Art. 4. Le budget est divisé en deux sections :

1° les recettes;

2° les dépenses.

Art. 5. Les estimations des recettes comportent :

1° le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds national de Garantie des bâtiments scolaires pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française;

2° le premier budget comportera, en outre, l'estimation des reliquats des crédits mis à la disposition du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires;

3° toutes recettes généralement quelconques en relation avec les dossiers de subventionnement de bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné ou avec les services qui en assument la gestion, en ce compris les intérêts provenant du placement des avoirs du Fonds sur le compte ouvert auprès du caissier de la Communauté française;

4° le produit de l'aliénation du patrimoine du Fonds communautaire de garantie tel qu'existant à la veille de sa dissolution, en cas de réalisation dudit patrimoine;

5° les crédits inscrits chaque année au budget de la Communauté française qui sont liquidés au plus tard le 15 janvier;

6° le solde à reporter.

Art. 6. Les sommes alimentant le Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires sont mises à la disposition du ministre qui a les bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions sur un compte ouvert auprès du caissier de la Communauté française.

Art. 7. Les dépenses portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures compte tenu de l'application de l'article 15 ci-après.

Art. 8. Il est prévu, dans le budget, un crédit provisionnel réservé aux travaux imprévisibles et urgents pour des raisons de sécurité.

Art. 9. Le projet de budget du Fonds de Garantie est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

L'approbation du budget du Fonds de Garantie est acquise par l'adoption des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

A défaut de l'approbation du budget de la Communauté française avant le début de l'année budgétaire, les dépenses sont autorisées dans la limite des crédits ouverts par le budget de l'exercice antérieur.

CHAPITRE III. — *La comptabilité et la reddition des comptes*

Art. 10. Un état des recettes et un état des dépenses est dressé à la fin de chaque semestre.

Le Ministre de la Communauté française qui a le fonds de garantie dans ses attributions soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions; les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 11. Le comptable établit à la fin de chaque année :

- 1° un compte de gestion;
- 2° un compte d'exécution du budget;
- 3° un compte des variations du patrimoine.

Le Ministre de la Communauté française qui a la tutelle sur le Fonds de Garantie dans ses attributions transmet ces documents, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent, au ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions qui les présentera à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

Les comptes de gestion et d'exécution du budget et le compte des variations du patrimoine sont joints au rapport visé à l'article 3 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié.

Art. 12. Les documents comptables prévus à l'article 11 doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions.

Art. 13. Une comptabilité du patrimoine est tenue.

CHAPITRE IV. — *La gestion*

Art. 14. Le fonctionnaire dirigeant le Service général de garantie des infrastructures scolaires subventionnées est désigné en qualité d'ordonnateur délégué. Il est chargé de l'exécution des décisions prises par le conseil de gestion.

Art. 15. Les dépenses ne peuvent excéder les recettes et les crédits limitatifs votés.

Art. 16. Le solde à reporter correspondant aux autorisations budgétaires non engagées au terme d'un exercice budgétaire peut être utilisé dès le début de l'exercice suivant.

Art. 17. Le comptable justiciable de la Cour des comptes est chargé, conformément aux missions définies par l'arrêté portant sa désignation :

- 1° du mouvement et de la garde des fonds et des valeurs;
- 2° de l'établissement et de la conservation des documents suivants :
 - a) compte de gestion;
 - b) compte d'exécution du budget;
 - c) compte des variations du patrimoine.
- 3° de l'établissement périodique de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale.

CHAPITRE V. — *Le contrôle*

Art. 18. Les règles du contrôle administratif et budgétaire en ce compris celles relatives au contrôle des engagements auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté française, sont applicables au Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires.

Art. 19. La Cour des comptes et l'Administration des Finances et du Budget du Ministère de la Communauté française peuvent effectuer sur place le contrôle des écritures enregistrant les opérations comptables et l'engagement des dépenses.

Ils peuvent se faire fournir, en tout temps toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements, relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes.

Art. 20. Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable du Fonds de garantie sans intervention préalable de la Cour des comptes. Toutefois, le ministre qui a les bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions peut confier le paiement des dépenses aux services de la Direction générale du budget et des finances du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 22. Le Ministre ayant le Fonds de Garantie des Bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1404

[S - C - 98/29186]

**22 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 15 oktober 1997;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 oktober 1997;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 over de aanvraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 december 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Tenzij dit besluit het anders bepaalt, zijn de bepalingen van titel II van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit toepasselijk op de dienst met afzonderlijk beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen.

Art. 2. De werking van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen wordt waargenomen door het personeel van het Algemeen bestuur Infrastructuur - Algemene Waarborgdienst gesubsidieerde Schoolinfrastructuren - van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *De begroting*

Art. 3. Er wordt jaarlijks een ontwerp van begroting voor alle ontvangsten en uitgaven vastgesteld.

Art. 4. De begroting wordt in twee afdelingen onderverdeeld :

1° de ontvangsten;

2° de uitgaven.

Art. 5. De ramingen van de ontvangsten bevatten :

1° het overschot van de kredieten die ter beschikking gesteld werden van het Rijksfonds voor schoolgebouwen, wat de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap betreft;

2° bovendien zal de eerste begroting de raming bevatten van de overschotten van de kredieten die ter beschikking werden gesteld van het Gemeenschapswaarborgfonds voor schoolgebouwen;

3° allerlei ontvangsten met betrekking tot de dossiers voor subsidiëring van de schoolgebouwen van het gesubsidieerd onderwijs of de diensten die ze beheren, met inbegrip van de intresten voortkomend uit het beleggen van de geldmiddelen van het Fonds op de rekening geopend bij de kassier van de Franse Gemeenschap;

4° de opbrengst van de vervreemding van het vermogen van het Gemeenschapswaarborgfonds zoals bestaand voor zijn ontbinding, bij verwezenlijking van genoemd vermogen;

5° de kredieten ieder jaar uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap die uiterlijk op 15 januari vereffend worden;

6° het over te dragen saldo.

Art. 6. De bedragen waardoor het Waarborgfonds voor schoolgebouwen gestijfd wordt, worden ter beschikking gesteld van de Minister tot wiens bevoegdheid de schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs behoren op een rekening geopend bij de kassier van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. De uitgaven hebben betrekking op de bedragen die verschuldigd zijn wegens verbintenissen ontstaan gedurende het begrotingsjaar en verbintenissen overgedragen van vorige begrotingsjaren rekening houdend met de toepassing van artikel 15 hierna.

Art. 8. In de begroting wordt in een provisioneel krediet voorzien bestemd voor onvoorspelbare en dringende werken terwille van de veiligheid.

Art. 9. Het ontwerp van begroting van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen wordt als bijlage gevoegd bij het ontwerp van decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De goedkeuring van de begroting van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen wordt bereikt door de aanneming van de bepalingen die ze betreffen in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Wordt de begroting van de Franse Gemeenschap niet voor het begin van het begrotingsjaar goedgekeurd, dan worden de uitgaven toegestaan binnen de perken van de kredieten geopend door de begroting van het vorig jaar.

HOOFDSTUK III. — *De boekhouding en de aflegging van de rekeningen*

Art. 10. Er worden tegen het einde van ieder semester een ontvangstenstaat en uitgavenstaat opgemaakt.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen behoort, legt deze staten aan het Rekenhof voor door toedoen van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort; de bewijsstukken worden ter plaatste bewaard.

Art. 11. Op het einde van ieder jaar stelt de rekenplichtige :

- 1° een beheersrekening;
- 2° een rekening van begrotingsuitvoering;
- 3° een rekening van vermogenswijzigingen op.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen behoort, zendt deze documenten over, ten laatste op 31 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking hebben, naar de minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, die ze zal voorleggen aan het Rekenhof voor 30 april van hetzelfde jaar.

De beheersrekening, de rekening van begrotingsuitvoering en de rekening van vermogenswijzigingen worden gevoegd bij het verslag bedoeld bij artikel 3 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.

Art. 12. De boekhoudkundige documenten bedoeld bij artikel 11 dienen ook opgesteld wanneer de rekenplichtige zijn ambt neerlegt.

Art. 13. Er wordt een boekhouding gehouden van het vermogen.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer*

Art. 14. De ambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Waarborgdienst voor gesubsidieerde Schoolinfrastructuur wordt als afgevaardigde ordonnancerende ambtenaar aangesteld. Hij wordt belast met de uitvoering van de beslissingen genomen door de raad van bestuur.

Art. 15. De uitgaven mogen niet hoger liggen dan de ontvangsten en de gestemde limitatieve kredieten.

Art. 16. Het over te dragen saldo dat overeenstemt met de niet-vastgelegde begrotingsmachtigingen op het einde van een begrotingsjaar kan worden aangewend vanaf het begin van het volgend jaar.

Art. 17. De rekenplichtige die aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen is, is belast, overeenkomstig de opdrachten vastgesteld door het besluit houdende zijn aanstelling :

- 1° met de beweging en de bewaring van de gelden en waarden;
- 2° met het opstellen en het bewaren van de volgende documenten :
 - a) een beheersrekening;
 - b) een rekening van begrotingsuitvoering;
 - c) een rekening van de vermogenswijzigingen;
- 3° met het periodieke opmaken van de inventaris van het vermogen en het bijhouden van de vermogenscomptabiliteit.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 18. De regels inzake administratieve en begrotingscontrole, met inbegrip van deze die betrekking hebben op het toezicht op de vastleggingen waaraan de diensten van algemeen bestuur van de Gemeenschap onderworpen zijn, zijn van toepassing op het Waarborgfonds voor schoolgebouwen.

Art. 19. Het Rekenhof en het Bestuur Financiën en Begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap kunnen ter plaatste de controle uitoefenen op de geschriften van de boekhoudkundige verrichtingen en het vastleggen van de uitgaven.

Te allen tijde kunnen zij alle bewijsstukken, staten, inlichtingen of toelichting, betreffende de ontvangsten, uitgaven, de geldmiddelen en schulden verkrijgen.

Art. 20. De uitgaven worden rechtstreeks vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van het Waarborgfonds zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof. Niettemin kan de Minister tot wiens bevoegdheid de schoolgebouwen voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren, de uitbetaling van de uitgaven aan de diensten van de Algemene directie Begroting en Financiën van de Franse Gemeenschap toevertrouwen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE